

Annexe 60 : Les entretiens Dallaire, Bagosora et Ndindiliyimana du 6 avril 1994 au soir et du 7 avril en début d'après-midi

60.1 Participation de Roméo Dallaire à la réunion spontanée du Haut Commandement des FAR au quartier général de la Gendarmerie le soir du 6 avril entre 22h30 et 23h00(déposition Roméo Dallaire, procès Bagosora <i>et alii</i> , TPIR, 19 janvier 2004, p. 24-25)	2
60.2 Réunion du général Roméo Dallaire au bureau du colonel Bagosora l'après-midi du 7 avril (14h00-16h30) (déposition Roméo Dallaire, procès Bagosora <i>et alii</i> , TPIR, 19 janvier 2004, p. 44-45)	4

60.1 Participation de Roméo Dallaire à la réunion spontanée du Haut Commandement des FAR au quartier général de la Gendarmerie le soir du 6 avril entre 22h30 et 23h00 (déposition Roméo Dallaire, procès Bagosora *et alii*, TPIR, 19 janvier 2004, p. 24-25)

- « Q. Est-ce que l'on a fait référence à ce qui allait se passer relativement à cette structure politique qui existait ou qui persistait ?
- R. En fait, pendant mon déplacement vers le quartier général, j'ai eu une discussion avec Agathe, le Premier Ministre, et plusieurs autres personnes appartenant à l'UNAMIR et au cours de cette... à la MINUAR et pendant cette conversation elle a indiqué qu'elle se trouvait confrontée à un problème : Elle n'arrivait pas à contacter les membres de son cabinet, certains avaient essayé d'entrer en contact avec elle, mais d'autres avaient disparu, d'une manière ou d'une autre, et elle a déclaré qu'aucun des ministres du parti MRND ne pouvaient... n'étaient disponibles, certains avaient été peut-être tués. Elle était soucieuse de participer à un processus de stabilisation du pays et, d'après elle, il fallait éviter une guerre civile, elle avait déjà en tête un scénario de guerre. Au cours de cette réunion, lorsque le colonel Bagosora a présenté la situation générale, l'une des questions que je lui ai posée était la suivante : Pourquoi ne pas reconnaître Madame Agathe comme étant l'autorité politique la plus élevée pour cette période ? À l'époque, il y avait un Président de l'Assemblée que nous protégeons, oui, mais, dans mon esprit, elle était un personnage élu, son gouvernement existait encore et, à mon avis, elle était celle qui occupait le poste le plus... politique le plus élevé et c'était donc elle... à elle que revenait cette direction. Il y avait aussi Faustin Twagiramungu, qui avait été un Premier Ministre désigné, mais il n'avait pas été élu. Si bien que c'est Madame Agathe qui était, en fait, l'élément essentiel, du moins à mes yeux.
- Q. Avez-vous exprimé ce point de vue aux personnes qui siégeaient à cette réunion ?
- R. Oui, je l'ai fait à maintes reprises.
- Q. Et quelle réponse avez-vous reçue, s'il y a eu réponse ?
- R. La réponse a été immédiate. Il y avait comme une hostilité mêlée d'impatience et Monsieur Bagosora a dit que Madame Agathe n'avait pas été, en fait, au pouvoir depuis le 1^{er} janvier, date à laquelle où il y aurait dû y avoir le gouvernement de transition et qu'elle n'était pas la personne pour... qui devait prendre des décisions. Madame Agathe m'avait exprimé les difficultés qu'elle avait rencontrées face au MRND et qu'il était très difficile, par exemple, d'obtenir un quorum à chaque fois. Le colonel Bagosora a dit qu'en fait, elle n'avait pas d'autorité, qu'elle n'avait aucune autorité, que la nation ne la reconnaissait pas comme dirigeante et qu'il n'était pas question de parler d'elle pour parler d'un dirigeant dans le pays. Elle n'existait pas, elle ne pouvait en aucune manière résoudre la situation, résoudre les problèmes qui se posaient.
- Q. Lorsque le colonel Bagosora vous a dit cela, qu'avez-vous pensé à cette époque ? Comment avez-vous évalué la situation ? D'après vous, qui allait contrôler la situation pendant les jours ou les semaines à venir ?
- R. En fait, lorsqu'ils m'ont répondu de manière répétée, lorsqu'ils m'ont donné cette réponse, ma vraie préoccupation, c'était que le simple fait que ce soit Bagosora qui préside cette réunion devenait explicite. Il semblait que peut-être, en fait, ils étaient en train de faire un coup d'état. Et j'étais... j'entendais donc toutes ces excuses selon lesquelles Madame Agathe ne devait pas agir. Cela veut dire qu'il n'y avait aucun désir, en fait, de la contacter ou même d'envisager qu'elle puisse jouer un rôle quelconque. Le Président de l'Assemblée générale... de l'Assemblée nationale et lui-même auraient dû être envisagés comme le suivant dans la ligne de succession. Mais l'on n'a même pas

mentionné son nom comme possible alternative ou dirigeant possible. Tout ceci était hors de question. »

60.2 Réunion du général Roméo Dallaire au bureau du colonel Théoneste Bagosora l'après-midi du 7 avril (14h00-16h30) (déposition Roméo Dallaire, procès Bagosora et *alii*, TPIR, 19 janvier 2004, p. 44-45)

« Q. Pendant ce temps, ces trois heures au cours desquelles vous vous êtes trouvé dans les bureaux de Bagosora, est-ce que vous avez pu savoir si oui ou non, les propos qu'il vous avait tenus étaient des propos fiables ?

R. Le fait même de ma présence là prouve que c'était lui l'interlocuteur, il n'y avait personne au sein du Gouvernement vers qui se tourner, qui aurait représenté une autorité, et donc, ce sentiment était renforcé pendant cet après-midi. Et les informations qu'il me donnait ou ce qu'il me disait en présence de Ndindiliyimana, ce dernier ne réagissait pas ; et pour moi, c'était une énigme. Cependant, ce dernier avait démontré des efforts louables au niveau de la Gendarmerie pour commencer des activités positives. Or, tout ce que disait Bagosora, Ndindiliyimana le renforçait, l'appuyait. On disait qu'ils allaient aider et que des instructions... une orientation avait été prise et les détails suivraient. Pendant tout ce temps, il n'y a rien eu qui m'ait permis de croire autre chose que ce qu'ils avançaient. S'agissant... Mais ce qui se passait, c'est que mon personnel me fournissait des informations, par exemple, le fait que des maisons précises étaient ciblées dans lesquelles les gardes présidentiels allaient tuer des gens.

J'en avais parlé avec lui, j'avais parlé du problème de la Garde présidentielle, j'ai dit qu'on ne nous avait pas permis de nous rendre sur les lieux de l'écrasement de l'avion pour mener une enquête, et le fait que l'aéroport avait été investi par les paracommandos et la Garde présidentielle, et bien sûr, il y avait aussi l'incident des soldats belges avec Madame Agathe. Nous avons continué à discuter dans l'après-midi, mais ce que j'ai trouvé incroyable, en tant qu'officier supérieur, je n'ai... c'est que je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi calme, parfaitement à l'aise, au vu de la situation. Il a reçu quelques appels téléphoniques, il en a passé quelques... Il a reçu un ou deux officiers supérieurs, il manipulait des documents, en a signé quelques-uns, de manière très calme, méthodique. Et Ndindiliyimana, de temps en temps, s'endormait. C'était comme s'ils étaient absolument... qu'ils n'avaient aucun rapport avec les événements qui avaient lieu, comme s'ils appartenaient à une autre planète ou, alors, que tout ce qui se passait avait en fait été planifié. Ils continuaient à agir normalement, et je dois dire qu'à ce moment-là — je dois le répéter —, je n'ai vu personne d'autre prendre en charge les événements. Je n'ai pas eu l'impression qu'il avait perdu la position d'autorité qui avait été créée la nuit précédente. C'était absolument surréaliste. »